COMMUNIQUE UNITAIRE ESR DU 18 NOVEMBRE 2014

Nous ne voulons pas des ComUE, nous voulons des postes et des crédits récurrents

Les organisations syndicales soussignées du système d'enseignement supérieur et de recherche (ESR) constatent la dégradation continue des conditions de fonctionnement de l'ESR. Qu'il s'agisse des étudiants, des personnels techniques et administratifs des universités et des organismes, des enseignants-chercheurs et des chercheurs, tous sont touchés par la précarité des collègues jeunes et moins jeunes, par des budgets insuffisants et inappropriés, par des carrières bloquées, par des conditions de travail, d'études et de vie dégradées.

Ces difficultés sont niées par le gouvernement qui se refuse, au motif de la priorité accordée à la réduction du secteur public, à mettre en œuvre une politique ambitieuse d'enseignement supérieur et de recherche. La soi-disant « sanctuarisation » du budget de l'ESR, qui masque une lente érosion, rend de plus en plus difficile l'accomplissement de nos missions : la création, la diffusion des connaissances et la formation des jeunes, missions pourtant indispensables à l'avenir culturel, démocratique et économique de notre société. De manière concomitante, le gouvernement entend complètement restructurer tout le dispositif national d'enseignement supérieur et de recherche.

Le 24 novembre 2014, le ministère présentera au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER) une quatrième vague de projets de décrets mettant en place les statuts de communautés d'universités et d'établissements (ComUE). Depuis huit mois, la majorité écrasante des comités techniques d'établissements se sont opposés à ces projets et les CHSCT n'ont pas pu exercer leur mandat sur cette question. De plus, la plupart de ces projets ont été rejetés par les votes du CNESER. Cela n'empêche pas le ministère et les directions d'établissements de s'obstiner. Deux lettres intersyndicales ont été adressées au Ministre de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (MENESR), le 18 septembre et le 28 octobre, pour obtenir une rencontre, afin que soient pris en compte par le gouvernement les votes des représentants des personnels dans les établissements et dans les instances nationales de l'ESR. Ces lettres sont restées sans réponse et le gouvernement continue d'avancer dans le démantèlement du service public d'enseignement supérieur et de recherche. Sans égard pour l'intérêt des 2 millions d'étudiants et 300 000 salariés de l'enseignement supérieur et de la recherche, il continue de s'attaquer aux principes d'indépendance, de laïcité et de gratuité sur lesquels est fondé ce service public.

Ce démantèlement passe par une baisse des moyens des organismes de recherche (EPST) et des Universités. En parallèle des structures technocratiques et opaques, sans fonctionnement démocratique (ComUE, Idex, Labex, Equipex...) avancent vers encore plus mutualisations et la focalisation de leurs activités sur un nombre réduits de créneaux. Cette politique conduit à de nouvelles suppressions d'emplois, entraîne un développement supplémentaire de l'emploi précaire, ouvre la porte à la mobilité forcée et renforce le recours à la sous-traitance. Cette politique débouche sur l'élévation des droits d'inscription pour les étudiant-e-s. Des privatisations graduelles de services et diplômes sont à redouter. La régionalisation, ainsi mise en place, du dispositif national d'enseignement et de recherche est aussi lourde de menaces pour le devenir des EPST nationaux :, CNRS, INRA, INSERM, …

Les organisations soussignées appellent l'ensemble des acteurs de l'ESR – personnels permanents, précaires et étudiants – à se rassembler au Secrétariat d'état à l'Enseignement Supérieur et la Recherche, rue Descartes à Paris le 24 novembre à partir de 12h30 à l'occasion de la tenue du CNESER, pour exiger:

- la non publication des décrets approuvant les statuts des ComUE et l'abandon des ComUE

- Un budget de l'ESR qui réponde aux besoins

Elles appellent à organiser, dans chaque université et centre de recherche, à l'occasion du vote du budget en Conseil d'Administration de leur établissement, des rassemblements et des assemblées générales pour informer les collègues de la réalité des difficultés rencontrées et réfléchir ensemble aux moyens d'obliger le gouvernement à prendre les mesures nécessaires.

RV LE 24 NOVEMBRE, LORS DU CNESER, DEVANT LE SECRETARIAT D'ETAT A L'ESR

Signataires : CGT (SNTRS, INRA, FERC-SUP), FSU (SNESUP, SNCS), FO (SNPREES, SUP-Autonomes), SUD-Recherche EPST, SLU